



***Arrêté préfectoral fixant des prescriptions complémentaires
à l'installation SIRMET 16 située sur la commune du Gond Pontouvre***

LE PRÉFET DE LA CHARENTE
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-43 et R. 181-45 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2022 d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une installation de transit, tri, regroupement et broyage (ou traitement et prétraitement) de déchets et portant renouvellement d'agrément d'un centre de véhicules hors d'usage n° PR 16 00015 D et d'un broyeur de véhicules hors d'usage n° 16 00016 B de la société SIRMET, zone industrielle n° 03 au Gond-Pontouvre (16) ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires des 30 mai 2024 et 13 février 2025 ;

Vu le rapport du 20 février 2026 de l'inspection proposant des prescriptions techniques ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'exploitant le 18 février 2026 ;

Vu le courriel de l'exploitant en retour du 26 février 2026 (pas d'observation sur le projet d'AP) ;

Considérant que l'installation exploitée par la société SIRMET 16 est soumise à autorisation pour une activité de broyage de déchets métalliques au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que le process mis en œuvre ainsi que les matières et fluides présents dans les déchets broyés sont susceptibles de conduire à des émissions de composés organochlorés, et que de telles émissions ont été identifiées sur des sites industriels utilisant ce process en Europe, y compris en France ;

Considérant la présence d'enjeux sanitaires dans un rayon de 1500 m autour de l'installation, notamment des zones fortement anthropisées ;

Considérant que les paramètres dioxines et furanes (PCDD/F), polychlorobiphényles de type dioxine (PCB-di) et polychlorobiphényles indicateurs (PCBi) n'ont pas, à ce jour, fait l'objet de recherches exhaustives dans les matrices environnementales « dépôts atmosphériques », « sols » et « végétaux » autour du site ;

Considérant que la recherche de ces paramètres est nécessaire pour apprécier de manière objective la présence éventuelle de ces substances à proximité de l'installation ;

Considérant que les modalités de mise en œuvre de la surveillance environnementale requise sont définies dans le présent arrêté ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Charente ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : surveillance environnementale

Afin de caractériser les émissions atmosphériques de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre, sous sa responsabilité et à ses frais, une campagne de surveillance environnementale.

Cette surveillance environnementale doit être réalisée selon les modalités définies ci-après. Plus généralement, l'exploitant s'appuie sur le guide rédigé par l'Ineris « Surveillance dans l'air autour des installations classées – retombées des émissions atmosphériques, impacts des activités humaines sur les milieux » pour la préparation et la réalisation de la campagne.

Article 2 : Programme de surveillance

L'exploitant établit un programme de surveillance, qui décrit notamment :

- le périmètre retenu pour la zone d'étude,
- la liste des documents d'appui (réglementation, carte, etc),
- la nature des milieux et le contexte local (en précisant les zones ou lieux présentant un enjeu sanitaire), la description du site avec la localisation des zones d'émission,
- les polluants suivis, comprenant a minima les dioxines et furanes (PCDD/F), les polychlorobiphényles de type dioxine (PCB-di) et les polychlorobiphényles indicateurs (PCBi),
- le choix des méthodes de prélèvements et d'analyse : les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur, par des laboratoires compétents choisis par l'exploitant. En particulier, les prélèvements de dépôts atmosphériques sont réalisés conformément à la norme NF X 43-014 (2017) ou une méthode équivalente, l'analyse des contaminants dans les dépôts atmosphériques est réalisée conformément à la norme NF EN ISO 18073 (2004) ou à une méthode équivalente, et l'analyse des contaminants dans les sols est réalisée conformément à la norme NF EN 16190 (2018) ou à une méthode équivalente.

Les limites de quantification retenues pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur, et respecter – dans la mesure du possible – les limites de quantification indiquées dans les documents suivants :

- pour les dépôts atmosphériques : fiche Ineris sur les PCDD/F (version de juin 2025)
- pour les sols : « Analyse des sols dans le domaine des sites et sols pollués – synthèse des réunions du groupe de travail sur les laboratoires (version du 17 janvier 2025) »
- pour les végétaux : « Guide pratique pour la préparation et l'analyse des végétaux consommés par l'Homme dans le contexte des sites et sols pollués (3 mai 2022) ».

- le choix et la durée des périodes de mesures ou de prélèvements, qui doivent a minima respecter les exigences suivantes :

- dépôts atmosphériques : 8 semaines de prélèvements réparties en deux campagnes d'un mois ;
- sol : une campagne de prélèvements, concomitante avec l'une des périodes de prélèvements des dépôts atmosphériques ;
- végétaux (herbe, mousses au sol) : une campagne de prélèvements, concomitante avec la période de prélèvement des sols.

Un blanc de terrain est réalisé pour chaque campagne de mesure et chaque couple de support/substance mesuré.

- le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre : au moins trois points de mesure dans la zone d'influence de l'installation sont définis, ainsi qu'au moins un point témoin correspondant à des zones hors influence de l'exploitation et hors influence d'une autre installation émettrice de ces polluants. L'exploitant peut s'appuyer sur des modélisations ou d'autres moyens d'étude (conditions météorologiques en lien avec les émissaires) pour déterminer l'emplacement des points de mesure.

- les conditions météorologiques et topographiques sur le site.

Tous les choix sont justifiés par l'exploitant.

Le programme de surveillance est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et soumis à l'avis de l'inspection avant sa mise en œuvre.

Article 3 : Station météorologique

Lors de la campagne de mesure, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation, avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée à une hauteur de 10 m du sol, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques de Météo France : en dehors de toute influence topographique et/ou bâtementaire.

Les données météorologiques provenant d'une station météorologique de Météo France ne pourront être utilisées que si leur représentativité a été démontrée.

Article 4 : Période de mesure

La campagne de mesure est réalisée avant le 31 décembre 2026.

La campagne de mesure est réalisée à une période pendant laquelle les conditions de fonctionnement du broyeur sont représentatives de l'activité normale de l'installation. De plus, pendant la campagne, l'exploitant consigne les informations relatives à l'activité du broyeur, notamment la nature et la quantité de déchets broyés, mais aussi les éventuels incidents ou anomalies d'exploitation : détonations, départ de feu, arrêt technique non programmé, etc.

Article 5 : Expression des résultats

Les résultats des mesures de surveillance environnementale réalisées sont transmis par voie électronique à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception, au plus tard le 31 janvier 2027.

Les résultats sont transmis aux adresses mails suivantes :

- ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

- cellule-dechets-drc-sei.drc.sei.dreal-nouvelle-aquitaine@developpement-durable.gouv.fr

Les résultats sont transmis dans un rapport qui reprend l'ensemble des informations nécessaires à leur compréhension, à savoir :

- la présentation du site dans son environnement,
- le positionnement des différents points de prélèvement,
- les éléments descriptifs de l'activité du broyeur pendant les campagnes (nature et quantité de déchets broyés, éventuels incidents ou anomalie d'exploitation, etc),
- les protocoles et/ou normes de prélèvements et d'analyses utilisés, en précisant les limites de quantification atteintes,
- les résultats des blancs de terrain,
- une comparaison des résultats de mesures :
 - par rapport aux valeurs réglementaires (quand elles existent) et/ou aux valeurs guides disponibles pour le milieu considéré et/ou référentiels locaux ou nationaux
 - entre les points impactés et les points témoins, au regard des conditions météorologiques enregistrées au cours de la campagne
 - par rapport aux éventuelles campagnes déjà réalisées (évolution historique)
- l'interprétation appropriée des résultats obtenus et des commentaires de l'exploitant, qui se positionne explicitement au regard de l'activité du site,
- en cas d'anomalies (dont l'impossibilité de réaliser les mesures), des explications sur leur origine et des actions correctives menées ou prévues par l'exploitant pour y remédier.

Article 6 : Expression des concentrations en polluants dans les rapports d'analyse

Le rapport d'analyse doit présenter :

- la somme des concentrations mesurées par famille de polluants (PCDD/F, PCB-dl, PCBi) ; dans le cas des PCDD/F et PCBi, cette somme est exprimée après application des facteurs d'équivalence toxique établis par l'OMS en 2005
- la concentration individuelle de chacun des congénères, exprimée sans application des facteurs d'équivalence toxique, de façon à pouvoir établir des profils de congénères, permettant d'identifier la/les sources d'émissions

Concernant les PCB indicateurs (PCBi), le rapport d'analyse comporte à la fois la somme des 7 PCBi (incluant la concentration du PCB 118) et la somme des 6 PCBi non « dioxin-like » (excluant la concentration du PCB 118, qui est à la fois un PCB-dl et un PCBi).

Article 7 : Suites

Au vu des résultats de mesure obtenus ou de l'évolution de l'activité de l'établissement, la surveillance pourra être maintenue ou renforcée à l'initiative de l'exploitant ou de l'inspection des installations classées.

À ce titre, l'inspection des installations classées peut faire procéder à des contrôles supplémentaires de la surveillance environnementale telle que prévue dans le présent arrêté, et ce, aux frais de l'exploitant.

Article 8 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Poitiers :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique adressé à Monsieur le préfet de Charente, formé dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur le site de la préfecture. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

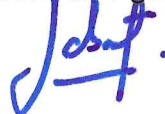
Article 9 : En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de GOND-PONTOUVRE et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de GOND-PONTOUVRE pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressée par les soins du maire ;
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société SIRMET16, dont copie sera adressée à la mairie de GOND-PONTOUVRE.

Angoulême, le - 2 MARS 2026

P/le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Jean-Charles JOBART

